

Engagement du CCFD-Terre Solidaire au Sommet de la Terre et au Sommet des Peuples

SOMMAIRE

Le CCFD-Terre Solidaire à Rio+20 Les grandes lignes de son engagement	page 2
La délégation du CCFD-Terre Solidaire à Rio	page 3
Ateliers et activités du CCFD-Terre Solidaire à Rio - au Sommet des Peuples - side events de la Conférence officielle - proposition de visite de terrain le mardi 19 juin - déclaration conjointe de responsables de l'Eglise et de la société civile	pages 4 et 5
Lancement d'une série de web documentaire sur l'accaparement des terres en présence du réalisateur, le photographe Philippe Revelli	page 6
Positionnement du CCFD-Terre Solidaire face aux enjeux de la Conférence - le développement durable : l'urgence de changer de modèles - régulation des entreprises, économie verte et accaparement des terres - pour une gouvernance renouvelée	page 7 et 8
Une stratégie spécifique pour l'Amazonie	page 9
Présentation des partenaires invités	pages 10 à 13
Le CCFD-Terre Solidaire, 50 ans d'appui au développement	page 14
Annexes Déclaration de responsables d'Eglise et de la société civile « Le moment est venu de repenser et de reprendre en mains l'avenir de la famille humaine ». Document CIDSE.	

Le CCFD-Terre Solidaire à Rio+20

Engagé au Brésil depuis 50 ans aux côtés d'acteurs de développement confirmés qui mettent en œuvre des projets innovants, le CCFD-Terre Solidaire sera présent au Sommet de Rio - tant dans l'espace de la Conférence officielle qu'au Sommet des Peuples - pour promouvoir une conception du développement qui s'appuie sur des alternatives crédibles et prenne en compte les intérêts des populations, en particulier celles qui vivent dans les zones rurales.

RIO+20 NE DOIT PAS METTRE EN AVANT DE « FAUSSES SOLUTIONS »

En plaçant le secteur privé au centre des débats et des plans d'action, la Conférence internationale sur le développement durable oublie que l'économie dite verte ne pourra régler à elle seule les défis d'un développement durable.

Le CCFD-Terre Solidaire rappelle la **nécessité d'un encadrement et d'une régulation des pratiques des multinationales**, avant la promotion de leur activité. En effet, nombre d'entre elles développent des projets ayant de forts impacts négatifs sur la vie des populations, et qui empêchent le développement d'agricultures locales pourtant garantes de la souveraineté alimentaire et de la lutte contre la pauvreté. Ainsi, les **accaparements de terres et de ressources** se multiplient, privant les populations des terres nécessaires à leur production alimentaire et bafouant les droits humains au nom de dynamiques économiques internationales.

LA PARTICIPATION DU CCFD-TERRER SOLIDAIRE

Une délégation de 7 permanents du CCFD-Terre Solidaire et 9 partenaires du Sud sera présente entre le 13 et le 23 juin. Elle interviendra dans les débats du Sommet des Peuples et sera impliquée dans le cadre de la Conférence officielle. La délégation a aussi pour objectif de consolider des échanges, réflexions, alliances et mise en réseau avec d'autres organisations de la société civile. Les partenaires du Sud interviennent dans plusieurs ateliers.

L'organisation ou co-organisation de 5 ateliers dans le cadre du Sommet des Peuples et en side event dans le Sommet officiel, pour porter des propositions concernant la gouvernance alimentaire, le développement durable et la défense du droit des populations.

Le lancement du premier épisode de la série de web documentaire TERRES

Produit par le CCFD-Terre Solidaire et réalisé par le photographe Philippe Revelli, cette série de web documentaires propose un tour du monde de l'accaparement des terres. Le premier des 8 épisodes, consacré au Mali, sera projeté à Rio le 19 juin dans l'espace...

Des visites de terrain

En lien avec l'un de ses partenaires au Brésil, l'ASP-TA, le CCFD-Terre Solidaire propose d'aller à la rencontre d'un collectif de femmes dans les environs de Rio de Janeiro, dimanche 17 juin (ou mardi 19 juin).

La délégation du CCFD-Terre Solidaire à Rio

La délégation du CCFD-Terre Solidaire est composée de 7 permanents et de 9 représentants d'organisations partenaires dans les pays du Sud invités à participer à l'ensemble des activités et débats. Les membres de cette délégation co-organisent et interviennent dans plusieurs ateliers du Sommet des Peuples, et à des side-events dans le cadre de la Conférence officielle.

PERMANENTS DU CCFD TERRE SOLIDAIRE

Nous communiquerons les numéros brésiliens dès que possible.

- Walter Prysthon, chargé de mission sur l'Amérique latine : du 13 juin au 23 juin
Téléphone :
- Christophe Heraudeau, chargé de mission Programme Mondial : du 13 juin au 23 juin
Téléphone :
- Jeanne-Maureen Jorand, chargée du plaidoyer Souveraineté alimentaire : du 13 au 24 juin
Téléphone : 06 65 03 72 86 -
- Antonio Manganella, chargé du plaidoyer Responsabilité des multinationales : du 13 au 24 juin
Téléphone : 07 61 70 92 51 -
- Sarah Fayolle, chargée d'études environnement : du 16 au 22 juin
Téléphone : 06 66 39 37 03
- Xavier Ricard, directeur des partenariats internationaux : du 16 au 22 juin
Téléphone : 06 87 60 92 62 -
- Philippe Mayol, chef du service Afrique : du 17 au 22 juin
Téléphone : 06 79 15 69 59 -

PARTENAIRES DU SUD INVITES A RIO (voir présentation dans la suite de ce dossier)

Afrique

Pascal Baridomo - INADES Formation / COPAGEN - Côte d'Ivoire
Adjoua Véronique N'Dri - ROPPA – Côte d'Ivoire
Mamadou Goïta – ROPPA – Burkina Faso

Amérique latine

David Delhomeau – CEAS - Pérou
Mauricio Vanegas – FUNPROCOOP - Salvador

Asie

L.A Samy - AREDS - Inde
Nicholas Chinnappan - IRDS - Inde
Rovik Obanil - IRDF - Philippines
Marcelo Diego – APNFS - Philippines

Pour toute aide dans les contacts avec ces partenaires s'adresser à l'un des permanents.

Coordonnées de l'ensemble de la délégation :

COLEGIO REGINA COELI – Casa de Retiros e espiritualidade
Rua Conde do Bonfim, 1305- Tijuca - 20530-001 Rio de Janeiro-RJ
Téléphone : 81 36 28 12 35

Ateliers et activités du CCFD-Terre Solidaire

Le CCFD-Terre Solidaire organise et participe à plusieurs ateliers. Des membres de sa délégation ou des partenaires du Sud interviennent dans les ateliers indiqués ci-dessous pour porter des propositions concernant la gouvernance alimentaire, le développement durable et la défense des droits des populations, au regard des investissements économiques des Etats et des multinationales. Pour permettre d'aller à la rencontre de l'un de ses partenaires brésiliens, le CCFD-Terre Solidaire propose également une visite de terrain dans les environs de Rio.

ATELIERS DANS LE CADRE DU SOMMET DES PEUPLES

- **Vendredi 15 juin - 17h30 à 19h00 - Religions for Rights (food tent)**
« **L'avenir de la gouvernance alimentaire passe par les populations** »
Co-organisé par la CIDSE, le CCFD-Terre Solidaire, International civil society mechanism food security and nutrition, EEA (l'Alliance œcuménique Agir Ensemble)
- **Samedi 16 juin - 9h15 à 10h45 - Religions for Rights (food tent)**
« **Pratiques agricoles et climat** »
Co-organisé par la CIDSE, le CCFD-Terre Solidaire, Misereor, SRD (Sustainable rural development), EAA (l'Alliance œcuménique Agir Ensemble).
- **Lundi 18 juin - 9h15 à 12h45 – Religions for Rights (tente centrale)**
« **Alternative development paradigms : viable proposals** »
Co-organisé par : CIDSE, People's Dialogue, Franciscans/SINFRAJUPE, Iser Assessoria, Trade-Finance Network, Social Watch. Avec : Leonardo Boff, Johannes Muller, Secam, Pablo Solon (Bolivie), Xavier Ricard (France), Ricardo Navarro (Salvador) Mercia Nino (S Africa), Aldo Caliarì (Argentine), Georgia Munoz (Nicaragua) ou German Nino (Colombie).
- **Lundi 18 juin - 11h30 à 13h30 – Madre Cristina tent**
« **Des investissements contre les droits : quels leviers contre l'accaparement des terres et des ressources ?** »
Organisateur : CCFD-Terre Solidaire avec les partenaires du Sud présents dans sa délégation.
Projection du premier épisode de la série de web documentaire TERRES, consacré à l'accaparement des terres au Mali, produit par le CCFD-Terre Solidaire, en présence de l'auteur, le photographe Philippe Revelli.
Les enjeux, les moteurs et les acteurs du phénomène, témoignages d'acteurs du Sud concernant les impacts de ces pratiques sur les droits humains, quels cadres pour prévenir ? Outils existant et réactions de la part des décideurs politiques présents.

SIDE EVENTS DANS LE SOMMET OFFICIEL

Jeanne-Maureen Jorand et Antonio Manganella sont accrédités pour le Sommet officiel

- **Dimanche 17 juin, à 12h30**, après la célébration de la messe en la Cathédrale de Rio de Janeiro (Av. Chile, 245 – Centro – Rio de Janeiro). Présentation de la Déclaration de responsables de l'Église de la société civile. (Voir texte et signataires dans les documents en annexe).
- **Dimanche 17 juin - 14h à 16h - Pavillon France – Parc des Athlètes** (en face de Rio Centro de Barra Tijuca)
« **Nouveau modèle de développement, gouvernance démocratique et responsabilités universelles** »
 - Première table-ronde : Economie verte et/ou nouveau modèle de développement : impact dans le champ social et les transitions professionnelles, animée par Emmanuel Mermet (CFDT).
Intervenants : Alain Mestre (Syndex), Guislaine Hierro (Oree), Association Dossiers et débats pour le développement durable (4D), Association des régions de France (ARF).
 - Deuxième table-ronde : Responsabilité sociale, sociétale et environnementale des entreprises et de toute organisation et administration, animée par : Olivier Chabrol (Syndex).
Intervenants : Antonio Manganella (CCFD-Terre Solidaire), Patrick Pierron (Secrétaire national CFDT) Michel Doucin (ambassadeur chargé de la responsabilité sociale des entreprises), Medef, FNE en duplex du Cese (Paris).
- **Mardi 19 juin - 9h30 à 11h, T-8 RioCentro**
« **Intensification durable et agro-écologie : quelles approches pour le droit à l'alimentation, le climat et le développement durable ?** »
Co-organisé par : Misereor, IATP, AS-PTA (association partenaire du CCFD-Terre Solidaire) and SECAM Avec l'archevêque Paul Ouedraogo, (SECAM), Loretta Dormal-Marino, (European commission), Prof. Miguel Altieri, University of California-Berkeley), Bernd Nilles (CIDSE), Jean Marc von der Weid, (AS-PTA), Anika Schroeder, (Misereor).

UNE VISITE DE TERRAIN DANS LES ENVIRONS DE RIO



En lien avec son partenaire AS-PTA, le CCFD-Terre Solidaire propose une visite de terrain à une heure environ de Rio

Mardi 19 juin 2012 de 9h à 14h (déjeuner sur place)

à Nova Iguaçu (banlieue de Rio)

auprès d'un collectif de femmes engagées dans un projet d'agriculture urbaine.

A partir des compétences des habitants, l'association développe l'utilisation collective de petits espaces dans la ville, pour des cultures vivrières, des plantes médicinales, l'élevage d'animaux de basse-cour, dans une perspective agro écologique. Une initiative alternative au manque d'emploi et de revenus à laquelle AS-PTA apporte son appui technique. A travers l'AS-PTA et l'Université, le projet est en lien avec des projets régionaux d'agro écologie.

Cette visite permettra de rencontrer également deux leaders paysans du Nord-est du Brésil qui travaillent sur la gestion de l'eau et une agriculture adaptée au contexte semi-aride.

Visite accompagnée par Walter Prysthon, chargé de mission sur l'Amérique latine.

Inscriptions depuis Paris : Véronique de La Martinière

Lancement de la série de web documentaires

Réalisée par Philippe Revelli



Projection du premier épisode consacré au Mali

Lundi 18 juin à 11h 30 - Madre Cristina - en ouverture de l'atelier

« Des investissements contre les droits : quels leviers contre l'accaparement des terres et des ressources ? »

L'ACCAPAREMENT DES TERRES AGRICOLES : UN AUTRE SCANDALE MONDIAL

Le CCFD-Terre Solidaire ne pouvait rester indifférent à un phénomène qui a pris, ces dernières années, des proportions inédites à l'échelle planétaire. Achetés, loués ou concédés, des millions d'hectares sont arrachés aux communautés paysannes de nombreux pays du Sud. Ils passent aux mains de sociétés agro-industrielles, d'Etats tiers et de fonds d'investissements. Des terres, qui assuraient l'alimentation des populations locales, sont détournées de leur fonction et dédiées à des monocultures d'exportation, à la production d'agro-carburants et, de plus en plus, à la spéculation foncière.

TERRES est une série de web reportages destinés à informer et sensibiliser un large public. Dans huit pays d'Afrique Subsaharienne, d'Amérique latine et d'Asie, l'auteur rencontre des communautés paysannes, certains partenaires du CCFD-Terre Solidaire. Celles-ci dénoncent la menace que représentent ces opérations foncières à grande échelle pour la sécurité alimentaire des populations locales, mais aussi les risques de conflits qu'elles génèrent et leur impact environnemental. Le CCFD-Terre Solidaire qui mène des projets visant à soutenir l'agriculture paysanne et assurer la sécurité alimentaire des peuples, joint sa voix à ceux qui affirment : « la terre n'est pas une marchandise ! »

UNE DEMARCHE JOURNALISTIQUE ET ARTISTIQUE



Le CCFD-Terre Solidaire a confié la réalisation de cette série de web documentaires à **Philippe Revelli**, un photographe-reporter confirmé, déjà publié dans *Le Monde Diplomatique*, *l'Humanité* ou *Télérama*. Philippe Revelli appréhende les réalités économiques en posant son regard à hauteur d'homme et rend palpable l'impact de ces pratiques injustes sur les populations de nombreux pays. Dans la lignée des grands reporters humanistes, il a choisi de travailler en noir et blanc ce qui confère intensité et profondeur à son reportage.

Philippe Revelli se définit comme un artisan engagé : « Artisan car je confectionne à la main et de bout en bout chacun de mes web documentaires. Engagé car j'ai choisi mon camp dans le match "Privatisation du monde versus Défense des biens communs". Je veux donner à voir et à comprendre les luttes pour la terre et plus largement pour l'eau, l'air, la biodiversité, la propriété intellectuelle, etc. car cela relève, me semble-t-il, de la simple éthique professionnelle. »

DIFFUSION DE JUIN 2012 A MARS 2013

Le 19 juin, les deux premiers épisodes consacrés au **Mali** et aux **Philippines** sont mis en ligne sur un **site internet dédié**, <http://ccfd-terresolidaire.org/terres>, les épisodes suivants, **Burkina Faso**, **Bénin**, **Brésil/Pérou**, **Inde**, **Colombie**, seront mis en ligne au cours des mois suivants. **TERRES** est un **espace de rassemblement** autour du thème de l'accaparement des terres (les internautes seront invités à se mobiliser), un **espace interactif** invitant au débat, un **relais d'information à travers différents supports** (réseaux sociaux, éditions d'un DVD...).

Le Monde Diplomatique soutien le projet TERRES. Les épisodes sont également sur son site web.

Positionnement du CCFD-Terre Solidaire face aux enjeux de la Conférence

Pour le CCFD-Terre Solidaire, l'avenir de la planète passe par une utilisation maîtrisée des ressources et leur gestion durable, et par des politiques publiques vigilantes sur la défense du bien commun. Le respect de l'environnement, nouveau champ de la solidarité internationale, est incontournable pour la nourriture et la survie des populations. Les populations du Sud sont les premières victimes d'un modèle de développement qui s'est avéré destructeur sur de nombreux aspects. Les sociétés civiles ont travaillé des propositions pour inventer des modèles de développement alternatifs, plus respectueux des hommes et de leur environnement.

Membre du Collectif Rio+20, le CCFD-Terre Solidaire partage les analyses et propositions portées par ce rassemblement de la société civile française. A Rio, il se mobilise plus spécifiquement sur certains axes de ces propositions, qu'il approfondit dans son soutien à ses partenaires du Sud, et dans son travail de plaidoyer.

1. LA NECESSITE DE REVOIR LE MODELE ECONOMIQUE ET DE SOCIETE

« La nécessité d'une transition visant l'amélioration de la qualité de vie de tous, en cohérence avec les limites de la planète, est désormais posée, avec la volonté d'avancer vers de nouveaux modes de développement qui intègrent explicitement des objectifs économiques, sociaux, écologiques et culturels. Il s'agit d'un changement de civilisation qui passerait par la définition de nouvelles valeurs, correspondant à un intérêt général, hissé au niveau de l'humanité toute entière et la reconnaissance de la diversité des sociétés ». Collectif-France.Rio20.net

Tous les domaines dans lesquels le CCFD-Terre Solidaire intervient (souveraineté alimentaire, promotion d'une économie sociale et solidaire, migrations internationales, partage des richesses financières, prévention des conflits, et égalité homme/femme) constituent autant de moyens de soutenir l'émergence d'initiatives locales qui participent à la définition de ces modèles alternatifs de développement.

2. INVESTISSEMENTS ET ACCAPAREMENT DES TERRES : PREVENIR LES VIOLATIONS DES DROITS HUMAINS

Alors que 14% de la population mondiale souffre de la faim, il est urgent de *« donner, dans la gestion des ressources naturelles, la priorité à la satisfaction des besoins fondamentaux, tels que l'alimentation humaine, en combattant l'accaparement des terres et la surexploitation des ressources naturelles »*. Collectif-France.Rio20.net

Or, arguant de la dette publique pour ne pas augmenter leurs budgets, les États (et les Nations Unies) comptent de plus en plus sur le secteur privé pour mettre en place les investissements nécessaires au développement, y compris en matière d'aide au développement.

Ainsi la notion d'économie verte, mise en avant à Rio, place les investissements au cœur des stratégies des États et des instances internationales. Or nombre de ces investissements impliquent l'appropriation de ressources en terres, qu'il s'agisse de forêts, de terres arables ou de ressources en eau ou du sous-sol. Liés à des accaparements de ressources, non seulement ces investissements n'ont pas les retombées bénéfiques annoncées en termes de développement, mais ils impliquent au contraire des violations des droits humains des

populations, rarement consultées, souvent déplacées ou chassées de leurs terres, réduites à la pauvreté et la précarité, voire soumises à différentes formes de violence...

Le CCFD-Terre Solidaire, aux côtés de ses organisations partenaires mobilisées, promeut un encadrement de ces investissements, afin de prévenir leurs impacts négatifs. Il présentera à Rio ses propositions en termes de régulation et encadrement des investissements et des multinationales, pour renforcer les cadres existants et les faire appliquer.

3. POUR UNE GOUVERNANCE MONDIALE EFFECTIVE

La recherche d'une véritable gouvernance mondiale du développement durable ne peut se résumer au débat sur la création ou non d'une Organisation mondiale de l'environnement (OME). La réponse passe d'abord par un réinvestissement des États dans leur mission de défense de l'intérêt général, et en particulier d'investissement public dans des perspectives de long terme. Les États ne peuvent laisser aux seules entreprises, aussi important soit leur rôle économique et social, le soin d'investir pour le développement durable. Les espaces de gouvernance doivent associer les États, les collectivités locales, les sociétés civiles et les entreprises, dans de véritables concertations pour l'élaboration de politiques publiques de qualité. C'est dans ce cadre que les investissements privés doivent s'inscrire, et non être les moteurs de définition de politiques mues par la seule recherche de marchés et de profits.

La création d'une OME peut être utile, si elle s'inscrit dans une architecture de la gouvernance mondiale respectant ces principes, et plaçant le respect des droits économiques, sociaux et culturels, l'éthique et le partage des richesses, au cœur du dispositif. Par ailleurs, elle n'a d'utilité que si elle est dotée de pouvoirs contraignants de contrôle, d'investigation et de sanction. De même d'autres institutions des Nations Unies devraient être dotées de pouvoirs équivalents, qu'il s'agisse notamment du Conseil économique et social, du Conseil de la sécurité alimentaire réformé, ou de l'Organisation internationale du travail.

DE RIO A RIO+20 : UN ENGAGEMENT DE LONGUE DATE

Il y a 20 ans, le CCFD-Terre Solidaire avait organisé un duplex entre une délégation d'enfants et de partenaires présents à Rio et 500 jeunes français rassemblés au Forum Terre d'Avenir au Bourget. En 2002, une délégation était présente à Johannesburg, aux côtés de partenaires du Sud.

Le CCFD-Terre Solidaire s'est impliqué dans la préparation de Rio+20 en matière de plaidoyer à travers le Collectif Rio+20 (collectif d'associations françaises), et à travers la CIDSE (Coopération internationale pour le développement et la solidarité, un réseau d'organisations catholiques de développement regroupant une quinzaine de membres européens, américains et canadiens).

Le CCFD-Terre Solidaire est également actif dans des espaces de concertation avec les pouvoirs publics préparant Rio : le Comité Rio+20 et le GISA (groupe interministériel pour la sécurité alimentaire).

Une stratégie spécifique pour l'Amazonie

Le CCFD-Terre Solidaire est engagé depuis plus de 30 ans dans la région amazonienne à travers le soutien de nombreux acteurs de développement au Brésil, en Bolivie, Colombie et au Pérou. Cette expérience l'a amené à privilégier rapidement une approche territoriale spécifique pour la région amazonienne qui partage, de part et d'autre des diverses frontières nationales, une série de caractéristiques clés : réservoir d'eau, garant des équilibres climatiques du continent sud-américain, réservoir d'arbres à haute signification pour la planète, réservoir d'une diversité d'êtres vivants exceptionnelle, réservoir de dizaines de cultures humaines au sein de plusieurs grandes familles linguistiques.

FACE A DES DEFIS D'UNE RARE VIOLENCE

La colonisation ultra-rapide, coordonnée sur presque tous ses versants nationaux, par des programmes d'investissements multi-nationaux de très grande échelle visant à faire du bassin amazonien un énorme terrain de production industrielle de matières premières : bois, énergie hydro-électrique, minerai, viande de bœuf, soja, maïs... menace gravement la survie des populations. Le CCFD-Terre Solidaire structure l'organisation de ses partenaires colombiens, péruviens, boliviens et brésiliens pour résister à la pression des acteurs économiques et des autorités.

AIDER LES SOCIETES CIVILES A SE STRUCTURER

Les enjeux : une information de qualité, la formation de dirigeants, la mise en relation des acteurs pour permettre la construction d'une vision cohérente, continentale et renforcée de nos partenariats en Amazonie.

- **Permettre aux organisations sociales et populaires de produire une information** objective, critique, indispensable pour les aider à **développer une stratégie de plaidoyer**. Par exemple, l'Observatoire des conflits en Amazonie, une cartographie « sociale », des travaux de capitalisation... Certains partenaires du CCFD-Terre Solidaire tel que LATINDADD se sont constitués en réseaux et partagent leur réflexion avec de nombreuses organisations et acteurs clés de la région.
- **Promouvoir la participation active des organisations de la société civile dans la prise de décision des politiques publiques régionales pour l'Amazonie** par la création de nouveaux espaces et de mécanismes plus institutionnels de construction et de suivi des politiques publiques ainsi que la capitalisation d'expériences.
- **Faciliter des stratégies d'action qui aident à articuler les résistances des populations** et de leurs organisations représentatives sur leurs territoires et entre pays, face à la multiplication des conflits socio environnementaux déclenchés par les exigences d'un modèle économique prédateur.
- **Contribuer à l'émergence de modèles de développement agricoles alternatifs à l'agro industrie**, mis en œuvre sur le terrain par les organisations paysannes, comme l'agro foresterie, au bénéfice en particulier de la sécurité alimentaire des populations en situation de vulnérabilité.
- **Renforcer les organisations de la société civile de la région et former des « leaders » porteurs de vision du développement à long terme** en favorisant la participation à des événements, échanges d'expérience, capitalisation, études/publication ...

Présentation des partenaires invités à Rio

AFRIQUE

Côte d'Ivoire

Inades-Formation / COPAGEN
M. Pascal BARIDOMO

Inades-Formation est un réseau constitué par 10 associations nationales (Burkina Faso, Côte d'Ivoire, Togo, Cameroun, Tchad, Burundi, RD Congo, Rwanda, Kenya et Tanzanie). Inades-Formation (IF) est une structure d'accompagnement et de facilitation des processus de développement. Il travaille à la promotion économique et sociale des populations, en accordant une importance particulière à **leur** participation libre et responsable à la transformation de leurs sociétés et promeut le statut social des agriculteurs.

Ses principaux axes de travail sont : la défense des intérêts stratégiques des femmes et des minorités défavorisées, la sauvegarde ou la restauration de la paix sociale, la contribution à un Etat de droit et la promotion du développement local. Il s'engage pour être une force de négociation et influencer ainsi les politiques locales, nationales et internationales de développement, accéder aux ressources naturelles, les contrôler et les gérer durablement, maîtriser les filières agricoles et assurer la sécurité et la souveraineté alimentaires.

Inades-Formation est co-fondatrice et coordinatrice de la Coalition pour la Protection du Patrimoine Génétique Africain. En 2004, des Organisations Paysannes (OP) et des ONG (dont Inades Formation) - alertées par les enjeux liés aux biotechnologies et regrettant la faible implication des paysans dans l'élaboration des politiques de biosécurité - mobilisent les OP et associations de 9 pays de la CEDEAO (Guinée, Sénégal, Bénin, Togo, Mali, Burkina-Faso, Guinée Bissau, Niger, Côte d'Ivoire). Au sein de la Coalition pour la Protection du Patrimoine Génétique Africain (COPAGEN), 181 associations développent ainsi des actions d'information, de sensibilisation sur les biotechnologies en zone rurale. En septembre 2011, les 9 coalitions nationales ont pris position sur l'avant projet communautaire de biosécurité de la CEDEAO.

Mali

ROPPA – Réseau des organisations paysannes et de producteurs de l'Afrique de l'Ouest
M. Mamadou Goïta, coordinateur basé au Burkina Faso
Mme Adjoua Véronique N'Dri, coordinatrice basée en Côte d'Ivoire

Le Réseau des organisations paysannes et de producteurs de l'Afrique de l'Ouest (ROPPA) regroupe des organisations ou "cadres de concertation" de 10 pays d'Afrique de l'Ouest (Bénin, Burkina Faso, Côte d'Ivoire, Gambie, Guinée, Guinée-Bissau, Mali, Niger, Sénégal, Togo,) .La mission du ROPPA est de « favoriser le développement des exploitations familiales et de l'agriculture paysanne tout en maîtrisant les politiques liées à la libéralisation des économies nationales et à la mondialisation des échanges commerciaux ». Pour réaliser cette mission, le ROPPA s'est fixé les objectifs suivants : 1) Promouvoir et défendre les valeurs d'une agriculture paysanne performante et durable au service des exploitations familiales et des producteurs agricoles. 2) Informer et former les membres des OP et des Associations de producteurs agricoles à partir des expériences pertinentes des membres du ROPPA et des autres acteurs du développement. 3) Encourager et accompagner la concertation et la structuration des OP et des producteurs agricoles dans chaque pays en vue de leur participation/implication dans la définition, la mise en œuvre des politiques et programmes de développement des secteurs agricoles et ruraux. 4) Promouvoir la solidarité entre les OP et de producteurs agricoles membres du ROPPA, 5) Assurer la représentation de ses membres aux niveaux régional et international. 6) Favoriser la concertation et la coopération entre le ROPPA et d'autres organismes similaires de la région et du monde.

AMERIQUE LATINE

Pérou

CEAS – Commission épiscopale d'Action sociale

M. David Delhommeau, volontaire français

CEAS est l'organe de l'Eglise catholique péruvienne responsable de l'animation et de la coordination de la Pastorale sociale. S'inscrivant dans la réflexion de la doctrine sociale de l'Eglise, il promeut une Pastorale des Droits humains qui a pour mission de renforcer la justice, la démocratie et la paix au Pérou et a un rôle de conseil auprès de la Conférence épiscopale pour les questions sociales. Parmi ses programmes d'action : Vérité et Réconciliation, Justice et Droits humains, Terre et Environnement, Démocratie participative, Economie solidaire et Doctrine sociale de l'Eglise.

CEAS travaille avec les agents pastoraux engagés dans la Pastorale sociale de leur diocèse, et soutient des victimes de condamnations injustes, des agents de la pastorale carcérale, des avocats, des juges et des leaders paysans, notamment ceux menacés par les conflits miniers. CEAS promeut des politiques économiques capables de concilier croissance économique et justice sociale. Comme de nombreuses organisations de la société civile péruvienne s'élevant contre le modèle de développement dominant, CEAS est victime de la criminalisation notamment dans un contexte d'opposition à l'exploitation des ressources naturelles sans une juste participation de la population aux bénéfices. CEAS met au centre de son action la consolidation de la société civile pour la démocratisation du pays et la défense des droits humains, en intervenant pour la prévention des conflits miniers et l'accompagnement des communautés menacées.

CEAS est une des organisations de la société civile péruvienne qui participera à Rio+20, avec le MOCICC, Mouvement citoyen contre le changement climatique. Site web de l'organisation : www.ceas.org.pe

Salvador

FUNPROCOOP Fondation pour la Promotion de Coopératives

M. Mauricio Vanegas, directeur

La FUNPROCOOP est une organisation non gouvernementale consacrée à la promotion du développement rural au Salvador, à travers le soutien à l'organisation sociale, politique et économique des communautés paysannes. La FUNPROCOOP met en œuvre trois grands axes de travail :

- La promotion d'initiatives économiques populaires en milieu rural, en particulier par la mise en œuvre d'une agriculture durable (promotion de semences autochtones, recherche d'alternatives de production agro-écologique, protection et gestion participative des ressources naturelles, comme l'eau et les forêts, formation de coopératives régionales visant à intégrer les processus productifs).
- La formation de leaders paysans, dans une optique d'éducation populaire, pour leur participation dans la vie politique, économique et sociale du pays et de la région centraméricaine.
- Le plaidoyer sur les politiques publiques agricoles visant le développement du secteur de l'agriculture familiale et du système coopératif, ce qui inclut la défense d'une politique de prix rémunérateurs aux petits producteurs et l'offre de crédits adaptés.

La FUNPROCOOP s'inscrit dans une perspective critique par rapport au modèle de développement dominant qui favorise la concentration de richesses, sans égard par les populations locales. Son action se traduit particulièrement dans l'offre d'accompagnement aux communautés affectées par des mégaprojets miniers ou énergétiques qui fleurissent dans la région.

ASIE

Inde

AREDS - Association of Rural Education and Development Service

M. L.A. Samy, directeur fondateur d'AREDS

LA Samy, directeur fondateur d'AREDS de 1981 à 2004, aujourd'hui conseiller auprès d'AREDS, personnalité emblématique de cette région de l'Inde, il est activement impliqué dans le développement d'alternatives et dans le dialogue entre les civilisations.

AREDS accompagne les populations du district de Karur et de l'Etat du Tamil Nadu dans la défense de leurs droits, la formation ainsi que dans l'organisation d'actions collectives au niveau national. Depuis plus de 30 ans, l'organisation répond aux défis posés par la société indienne : discrimination entre les sexes, exploitation en raison des mécanismes d'oppression du système des castes mais aussi des politiques néo-libérales et des programmes économiques, qui menacent la survie d'une très grande majorité de personnes, en particulier les Dalits et les femmes en milieu rural du Tamil Nadu.

Depuis 2007, AREDS se modernise pour relever les défis futurs, particulièrement dans le contexte de la mondialisation qui a conduit à la libéralisation de l'économie indienne en 1991, en accordant une importance à la privatisation qui s'étend jusqu'aux services essentiels tels que l'eau, l'électricité, la sécurité alimentaire etc...

L'association intervient dans de nombreux domaines, tels que les équipements routiers, la construction de logements, l'accès à l'eau, l'accès aux soins médicaux, l'éducation et la formation des enfants et des jeunes, la défense des droits humains (par l'organisation de "Sangams" au sein des villages, par l'information et la formation des femmes notamment sur leurs droits pour faire face aux problèmes de violences domestiques et d'alcoolisme qui frappent cette région), sensibilisation et conscientisation des populations, lobby au niveau régional, national et international pour les droits des Dalits, notamment le droit à la terre et le renforcement de la gouvernance locale.

Integrated Rural Development Society-IRDS

M. Nicholas Chinnappan, directeur-fondateur d'IRDS et coordinateur de *Tamil Nadu Land Rights Federation* a été le représentant asiatique de la FIMARC et est associé depuis le milieu des années 90 à l'ensemble des événements organisés par la société civile qui touche à la souveraineté alimentaire et aux droits des minorités.

C'est en 1978 suite à un incident qui frappa le village natal de Nicholas Chinnappan, fondateur et directeur actuel de l'organisation, qu'IRDS vit le jour dans le Nord de l'Etat du Tamil Nadu suite à une requête d'augmentation de salaires demandée par les ouvriers Dalit qui fut réprimée par des gens de caste du village, qui finit en bain de sang. 12 Dalit furent assassinés sur l'autel de la rébellion de quelques-uns d'entre eux. Plus de deux mille maisons furent réduites en cendres en moins d'une nuit, sous le silence complice des autorités. Les premières associations Ambedkar¹, organisations de base, composées de jeunes naissaient ainsi afin de faire face à la problématique des atrocités vis-à-vis des Dalit par des actions d'autoprotection et d'assistance en vue d'assurer la couverture des biens basiques de ces communautés, asservies socio-statutairement par leurs origines.

Si le besoin de sécurité a été la porte d'entrée au développement des associations Ambedkar, celles-ci sont devenues très vite les lieux de libération de la parole des « opprimés, écrasés » et progressivement des lieux d'expression de leurs doléances et de négociation des positions de la communauté vis-à-vis du reste du village et des autorités. Le rôle d'IRDS dans les années 80 consistait à accompagner le développement et l'affirmation des Dalit dans l'espace villageois.

Si l'on comptait 12 associations en 1980 dans le district de Villupuram, elles sont aujourd'hui plus de 150, maillées en réseau sur six districts et sont plus spécifiquement engagées, depuis 2001, suite à l'obtention d'infrastructures élémentaires (école, réservoir d'eau, magasin de ravitaillement d'Etat séparé) dans la défense des droits à la terre en

¹ B. R. Ambedkar (1892-1956), avocat et homme politique indien. Principal rédacteur de la constitution de l'Inde, en qualité de Ministre de la Justice sous Nehru, il reste le leader intouchable, iconisé dans foule de hameaux Dalit et représente la figure emblématique du mouvement de libération Dalit.

faveur des Dalit. Aux méthodes pacifiques de contestation (marche, grève de la faim, boycott des élections, blocage des routes), s'adossent l'utilisation du droit, comme arme complémentaire d'accès à la libération de leur condition et l'appropriation de techniques de plaidoyer.

IRDS travaille depuis notamment à la rétrocession des terres Panchami qui avaient été octroyées par le colon britannique aux Dalit dans le souci de leur assurer une certaine indépendance vis-à-vis des castes dominantes ; récupérées par ces dernières en 1947, IRDS s'attache par un travail incessant de décryptage des registres fonciers, de pression politique et de mobilisation de masse à la récupération de ses droits historiques.

Philippines

IRDF – Integrated Rural Development Foundation

M. Rovik Obanil, responsable du plaidoyer

L'IRDF (Integrated Rural Development Foundation), est une ONG de développement national qui travaille avec les plus démunis : paysans, petits exploitants, pêcheurs artisanaux, femmes en milieux ruraux, populations tribales et autres groupes vulnérables, pour promouvoir un développement équitable, socialement juste, non sexiste et soucieux de l'environnement, dont les avantages soient perçus par la population. La vision d'IRDF est de bâtir une société philippine progressive fondée sur le respect des droits de l'homme fondamentaux de la population, sur une distribution juste et équitable des richesses et des ressources du pays, et sur la participation active de ses citoyens dans le développement de la communauté et de la nation. IRDF a été fondé en 1989 pour soutenir et aider les organisations nationales et locales de paysans. Ces dernières années, IRDF est devenu l'une des principales ONG dans les domaines de plaidoyer, de lobbying et d'organisation de campagnes sur l'agriculture, le commerce et la souveraineté alimentaire aux niveaux national et international. IRDF est le secrétariat général de l'Asia Pacific Network for Food Sovereignty qui regroupe 42 ONG et mouvements d'Asie.

Asia-Pacific Network for Food Sovereignty

M. Marcelo Diego

Créé en 2002 pour dénoncer les orientations prises par l'OMC, ce réseau informel compte 25 membres (organisations paysannes, groupes de femmes ou de travailleurs, ONG...). Active sur l'ensemble de la sous région, l'APNFS est une structure alternative en matière de coopération régionale. Ses priorités : l'agriculture et la souveraineté alimentaire, la réponse apportée par les pays asiatiques à la crise alimentaire globale, la spéculation sur les biens agricoles, le changement climatique et l'adaptation des systèmes agricoles. L'APNFS produit des analyses et recherches en faisant le lien entre cas concrets de terrain et décisions politiques globales (vente de la viande de porc, riz et irrigation, rôle des banques.), et élabore des positionnements communs à l'intention des gouvernements nationaux, du G20 ou de la Banque mondiale.

L'APNFS se mobilise également sur la spéculation des biens agricoles et la question du changement climatique. Récemment, l'APNFS a lancé un appel demandant aux institutions financières de rendre des comptes sur les politiques aillant mené de nombreux pays d'Asie à la crise. Un dialogue avec la Banque Asiatique de Développement est aussi mené notamment sur les conséquences de la politique de privatisation de l'irrigation et du secteur de l'eau.

Le CCFD-Terre Solidaire

50 ans d'appui au développement

À partir de la lutte contre la faim, à l'origine de la création du CCFD-Terre Solidaire en 1961, s'est forgée la conviction qu'une action efficace ne pouvait provenir que d'un engagement des acteurs concernés sur le terrain. Le CCFD-Terre Solidaire apporte ainsi son soutien à des initiatives portées par des acteurs de la société civile des pays du Sud dans une relation de partenariat et non d'assistance. Une démarche qui permet l'émergence d'acteurs locaux de développement et de transformation sociale. Il décline sa mission à travers 3 leviers complémentaires.

LE SOUTIEN A DES INITIATIVES DE DEVELOPPEMENT

Véritables acteurs du développement, les organisations des sociétés civiles du Sud sont porteuses de dynamiques, capables d'agir sur les causes structurelles de la pauvreté et d'apporter une amélioration durable aux populations qui les entourent. Leur travail porte sur différents volets du développement : la souveraineté alimentaire, les modèles de développement agricole, l'économie sociale et solidaire, la prévention et résolution des conflits, les migrations internationales, le partage des richesses financières...

EN FRANCE DES CITOYENS INFORMENT ET MOBILISENT LE PUBLIC

A travers un réseau de 15 000 bénévoles répartis à travers 99 Délégations présentes dans tous les départements, le CCFD-Terre Solidaire mène une politique d'éducation au développement qui invite nos concitoyens à s'engager individuellement et collectivement pour une plus grande justice dans les relations internationales.

UNE DEMARCHE DE PLAIDOYER

Pour interpeller les responsables politiques et économiques français, européens et internationaux, afin qu'ils prennent davantage en compte les intérêts des populations du Sud. Elle s'articule avec la participation à une soixantaine de collectifs thématiques et de plateformes géographiques.

QUELQUES REPERES

Première Ong française de développement, le CCFD-Terre Solidaire a un budget annuel de 40 millions d'euros et soutient chaque année près de 500 initiatives dans plus de 60 pays du Sud. Ses ressources financières proviennent presque en totalité de la générosité du public, garantie de son indépendance d'action et de parole. Il possède également des fonds éthique et de partage. En 2010, plus de 350 000 donateurs ont fait confiance à l'ONG, lui assurant 82,9% de ses ressources.

Le CCFD-Terre Solidaire est agréé par le Comité de la Charte du don en confiance.

Président : Guy Aurenche - Délégué général : Bernard Pinaud

Dates-clés du CCFD-Terre Solidaire

13 janvier 1961 : Création du Comité catholique contre la faim (CCCC) selon la loi 1901

1968 : Première campagne de sensibilisation destinée aux jeunes

1983 : Création du premier produit financier de partage, le FCP "Faim et Développement", associant rémunération de l'épargne et aide au développement ; création de la SIDI (Solidarité internationale pour le développement et l'investissement), filiale du CCFD qui appuie des structures de financements de proximité

1984 : Le CCFD est reconnu Association d'utilité publique

1992 : Le Forum international du développement Terre d'Avenir au Bourget (60 000 personnes) – Duplex avec le Sommet de la terre à Rio

1993 : Le CCFD est déclaré Grande cause nationale de l'année

1998 : Le CCFD obtient le Statut spécial consultatif auprès du Conseil économique et social des Nations unies

2008 : le CCFD associe un prénom à son nom et devient le CCFD-Terre Solidaire

2011 : 50 ans de l'association : nombreuses animations à travers la France, les 8 et 9 décembre, colloque « Gouvernance et responsabilité, propositions pour un développement humain et solidaire »

Annexes

- Appel des dignitaires de l'Eglise et des responsables de la société civile. Document CIDSE.



Cette déclaration est soutenue par la CIDSE -
Alliance internationale d'agences de développement
catholiques. Pour plus d'information, veuillez
consulter : www.cidse.org/rioplus20

Le moment est venu de repenser et de reprendre en mains l'avenir de la famille humaine

**Des dignitaires de l'Église et des responsables de la société civile appellent les
gouvernements à se préoccuper des pauvres et à tracer la voie vers un monde
juste et durable à l'occasion des pourparlers de Rio+20**

**Nous, représentants de l'Église catholique et de la société civile de tous les continents, œuvrant
à l'éradication de la pauvreté et au développement humain dans toute sa dimension, appelons
les dirigeants mondiaux à afficher leur leadership politique lors du sommet de Rio+20 et toutes
les personnes de bonne volonté à agir en faveur d'un monde juste et durable.**

Il faut sans attendre ré-imaginer et créer un monde plus vert et plus juste, où tous les êtres humains, hommes et femmes, se sentent partie intégrante de la création et vivent en harmonie et dans le respect d'autrui. Il y a urgence, car nous nous sommes permis de construire un monde où trop de gens manquent encore de nourriture, d'eau et d'énergie pour vivre dignement.

Nous travaillons chaque jour avec les plus démunis et nous voulons faire entendre leur voix. Les communautés pauvres se débattent pour avoir accès aux ressources nécessaires à leur propre développement alors qu'elles deviennent de plus en plus vulnérables aux menaces environnementales à mesure que les écosystèmes dont elles dépendent se tarissent ou sont détruits.

Nous assistons à une envolée dramatique de la demande de terres, d'eau, de nourriture, de ressources minérales et d'énergie, qui se traduit par de violents conflits aux quatre coins du monde. Cette tension autour des ressources naturelles est appelée à s'intensifier dans les générations à venir.

Le changement climatique s'accélère et nous ne pourrions inverser la tendance, à moins d'agir dès maintenant. Ce sont les populations les plus pauvres et les plus vulnérables de la planète qui sont les plus affectées par ce phénomène, alors qu'elles en sont le moins responsables.

Nous devons relever une formidable gageure, car nous avons défini des règles qui permettent au marché de contrôler et de dénaturer nos désirs et notre imaginaire et de classer la diversité de la création divine en « capital naturel » et en « capital humain ». Mus par un intérêt égoïste plutôt que par la solidarité, nous avons laissé nos aspirations et nos désirs humains devenir fondamentalement matérialistes plutôt que généreux.

Ensemble, nous pouvons tracer une nouvelle voie vers un monde juste et durable. Ce changement passe aussi par nous en tant qu'individu ; nous avons tous le devoir fondamental d'œuvrer à une conversion radicale, de promouvoir une autre façon de vivre, une nouvelle culture du respect de la création, de la

simplicité et de la solidarité au bénéfice d'un développement humain plus authentique et d'une meilleure qualité de vie.

Les pauvres peuvent être marginalisés, mais dans leur combat quotidien pour leur survie, ils font preuve de créativité et trouvent des alternatives qui sont une profonde source d'inspiration et de référence pour l'élaboration des politiques. Nous appelons la Conférence de Rio+20 à décider de changements structurels qui permettront aux femmes comme aux hommes de s'épanouir et de s'accomplir pleinement.

Le moment est venu de repenser et de reprendre les choses en mains ! Le moment est venu de réguler le marché pour le mettre au service du bien commun. Les dirigeants mondiaux considèrent qu'il n'est point de salut hors la croissance économique. Mais à quoi sert une croissance qui oublie les plus pauvres, qui n'améliore pas leurs conditions de vie, qui approfondit les inégalités persistantes ? À quoi sert une croissance qui se fait au prix de la destruction de nos forêts, de nos océans et de nos ressources naturelles ? Si nous devons mesurer ce qui compte, mesurons en quoi l'économie réduit la pauvreté, crée des moyens de subsistance et des emplois décents, améliore la durabilité écologique et la stabilité sociale. Pour nous amener à un véritable développement durable, l'économie doit être juste et équitable, reconnaître comme il se doit le précieux apport social des approches locales et, par-dessus tout, respecter la dignité et les droits humains des femmes et des hommes.

Le développement durable doit être soutenu par un cadre financier conçu et régulé comme il se doit, qui place la dignité humaine, le bien commun et la conservation de la création au coeur de la vie économique. La subsidiarité, le respect de la fonction sociale de la propriété privée et la redistribution par l'impôt sont des caractéristiques essentielles d'un système financier juste. Les petites entreprises informelles, qui constituent une frange significative du secteur privé et une source de revenus et d'emploi pour des millions de gens, devraient être reconnues et soutenues. Quant aux grandes entreprises – au rang desquelles les institutions financières – qui ne constituent qu'une infime partie du secteur privé mais contrôlent la majeure partie des ressources et du pouvoir, elles devraient être tenues de montrer en quoi elles contribuent au développement durable, par le biais de pratiques plus transparentes et l'abandon de leurs pratiques aliénantes et non durables.

Les gouvernements doivent veiller à ce que les cadres réglementaires accordent la priorité aux droits et aux besoins essentiels des communautés et des pays pauvres pour qu'ils aient accès à suffisamment d'eau, de nourriture et d'énergie et pour qu'ils perçoivent les bénéfices de la commercialisation de leurs ressources naturelles.

Il faut accorder la priorité aux femmes, qui constituent la majorité des personnes en situation de pauvreté et qui souffrent des conséquences des iniquités sociale, écologique et économique du moment. Les actions menées par les gouvernements en faveur d'un développement juste et durable devraient être axées sur des mesures fortes en faveur de l'égalité entre les hommes et les femmes, sur le plan économique, social et environnemental.

Un milliard d'individus souffrent de la famine : c'est non seulement une violation du droit humain à l'alimentation mais aussi et surtout un scandale qui ne peut plus durer. Il convient de soutenir davantage les millions d'exploitations agricoles familiales qui créent l'harmonie dans leur environnement ; elles sont la plus importante source de sécurité alimentaire pour les pauvres de cette planète.

Il faut d'urgence redoubler d'efforts pour s'attaquer aux changements climatiques engendrés par l'activité humaine. Cette menace est la plus pressante qui soit, surtout pour les plus pauvres. Une action plus ambitieuse doit être menée, sur la base des principes qui sont au coeur de la Convention-cadre des Nations unies sur les changements climatiques.

Pour conclure, le cadre de développement durable envisagé devrait consolider les acquis, définir les responsabilités et les enjeux des pays développés, des pays en développement et des pays moins avancés et être mesurable et compréhensible pour tous.

Nous attendons du Sommet de Rio qu'il envoie un véritable message d'espoir à ceux qui souffrent et aux générations à venir ! Nous attendons des dirigeants mondiaux qu'ils prennent leurs responsabilités et qu'ils soient comptables de leurs engagements. Nous appelons aujourd'hui les dirigeants mondiaux et toutes les personnes de bonne volonté à se rendre compte que nous avons l'occasion de tracer ensemble la voie vers un développement équitable et fondé sur les droits, vers une véritable vie humaine, vers un monde dans lequel nous reconnaissons faire partie de la création qui nous a été confiée pour en prendre soin.

Liste des signataires

Dignitaires de l'Eglise :

- Mgr Pedro Ricardo BARRETO JIMENO – Archevêque de Huancayo et Président de la Commission pour la Justice et la Solidarité du CELAM (Consejo Episcopal Latinoamericano) (PEROU)
- Mgr Jean-Claude HOLLERICH – Archevêque de Luxembourg (LUXEMBOURG)
- Mgr Gabriel MBILINGI – Vice Président du SCEAM (Symposium des Conférences Episcopales d'Afrique et de Madagascar), Archevêque de Lubango (ANGOLA)
- Mgr Paul OUEDRAOGO – Archevêque de Bobo-Dioulasso (BURKINA FASO)
- Mgr Werner THISEN – Archbishop de Hambourg (ALLEMAGNE)
- Mgr John ARNOLD – Evêque Auxiliaire de Westminster (ANGLETERRE)
- Mgr Paul BEMILE – Evêque de Wa (GHANA)
- Mgr Markus BÜCHEL – Evêque de St. Gall (SUISSE)
- Mgr Claude CHAMPAGNE – Evêque de Edmundston, New Brunswick (CANADA)
- Mgr Raymond FIELD – Evêque Auxiliaire de Dublin et Président du Conseil pour la Justice et la Paix de la Conférence épiscopale irlandaise (IRLANDE)
- Mgr Theotonius GOMES – Evêque Auxiliaire de Dhaka (BANGLADESH)
- Mgr Richard GRECCO – Evêque de Charlottetown, Prince Edward Island (CANADA)
- Mgr Bernard HOUSSET – Evêque de La Rochelle (-Saintes) et Président du Conseil pour la Solidarité (FRANCE)
- Mgr Aloysius JOUSTEN – Evêque de Liège (BELGIQUE)
- Mgr John KIRBY – Evêque de Clonfert (IRLANDE)
- Mgr Gerard de KORTE – Evêque de Groningen-Leeuwarden (PAYS-BAS)
- Mgr Peter MORAN – Evêque Emerite d'Aberdeen (ECOSSE)
- Mgr Alvaro Leonel RAMAZZINI – Evêque de Huehuetenango (GUATEMALA)
- Mgr Josef SAYER (ALLEMAGNE)
- Mgr Dr. Ludwig SCHWARZ SDB – Evêque de Linz (AUTRICHE)

Dirigeants de la CIDSE

- Chris BAIN – Président de la CIDSE, Directeur de CAFOD (ANGLETERRE & PAYS DE GALLES)
- Philippa BONELLA – SCIAF (ECOSSE)
- Ronald BREAU – Président de Développement et Paix (CANADA)
- Michael CASEY – Directeur executive de Développement et Paix (CANADA)
- Myriam GARCÍA ABRISQUETA – Présidente de Manos Unidas (ESPAGNE)
- René GROTENHUIS – Directeur de CORDAID (PAYS-BAS)
- Antonio HAUTLE – Directeur de Fastenopfer (SUISSE)
- Lieve HERIJGERS – Directrice de BROEDERLIJK DELEN (BELGIQUE)
- Heinz HÖDL – Directeur de Koordinierungsstelle der Österreichischen Bischofskonferenz für internationale Entwicklung und Mission (AUTRICHE)
- Jim HUG S.J. – Président de Center of Concern (ETATS-UNIS)
- Justin KILCULLEN – Directeur de Trócaire (IRLANDE)
- Patrick KRÄNIPÍ GODAR – Directeur de la Fondation Briggerlech Deelen (LUXEMBOURG)
- Jorge LÍBANO MONTEIRO – Directeur de FEC – Fundação Fé e Cooperação (PORTUGAL)
- Sergio MARELLI – Secrétaire Général de FOCSIV – Volontari nel mondo (ITALIE)
- Bernd NILLES – Secrétaire Général de la CIDSE
- Bernard PINAUD – Délégué Général du CCFD-Terre Solidaire (FRANCE)
- Rafael SERRANO CASTRO – Secrétaire Général de Manos Unidas (ESPAGNE)

- Angelo SIMONAZZI – Secrétaire Général d'Entraide et Fraternité (BELGIQUE)
- Fr. Pirmin SPIEGEL – Directeur de MISEREOR (ALLEMAGNE)

Partenaires et Alliés de la CIDSE

- Firmin ADJAHOSSOU – SCEAM (Symposium des Conférences Episcopales d'Afrique et de Madagascar) (BENIN)
- Brian ASHLEY – AIDC (Alternative Information and Development Centre) (AFRIQUE DU SUD)
- Sr. Denise BOYLE – Franciscans International
- Camille CHALMERS – PAPDA (Plate-forme Haïtienne de Plaidoyer pour un Développement Alternatif) (HAÏTI)
- Mamadou GOÏTA – ROPPA (Réseau des organisations paysannes et de producteurs de l'Afrique de l'Ouest (AFRIQUE DE L'OUEST))
- Pedro GONTIJO – CBJP (Comissão Brasileira Justiça e Paz) (BRESIL)
- Jenny GRUENBERGER – LIDEMA (Liga de Defensa del Medio Ambiente) (BOLIVIE)
- Ivo LESBAUPIN – Iser Assessoria (BRESIL)
- Fr. Martinho MAULANO – SCEAM (Symposium des Conférences Episcopales d'Afrique et de Madagascar) (MOZAMBIQUE)
- Moema de MIRANDA – IBASE (BRESIL)
- Paul MUCHENA – SCEAM (Symposium des Conférences Episcopales d'Afrique et de Madagascar) (ZIMBABWE)
- Fr. Ferdinand MUHIGIRWA RUSEMBUKA – CEPAS (Centre d'études pour l'action sociale) (CONGO-RDC)
- Francis F. NGANG – Inades Formation International (COTE D'IVOIRE)
- Br. Rodrigo de Castro Amédée PERET, ofm – Franciscans (BRESIL)
- Regina "Nanette" SALVADOR-ANTEQUISA – ECOWEB (Ecosystems Work for Essential Benefits, Inc.) (PHILIPPINES)
- L.A. SAMY – AREDS (Association of Rural Education and Development Service) (INDE)
- Lorenzo SOLIS TITO – CIPCA (Centro de Investigación y Promoción del Campesinado) (BOLIVIE)
- Can TRUONG QUOC – SRD (Sustainable Rural Development) (VIETNAM)
- COPAGEN (Coalition pour la protection du patrimoine génétique Africain) (AFRIQUE)

Contact :

Roeland Scholtalbers

Responsable de la communication et des actions auprès des médias à la CIDSE

GSM: +32(0)477068384 - GSM à Rio: +55 21 71852023

[scholtalbers\(at\)cidse.org](mailto:scholtalbers(at)cidse.org)